



## Appel à Contributions

# Le Journalisme face aux défis de la communication politique et aux démocraties contemporaines

*Éditeurs : Silvio Waisbord (George Washington University, États-Unis) et Liziane Guazina (Universidade de Brasília, Brésil)*

Ces dernières années, les démocraties ont été confrontées à une série de dilemmes qui ébranlent la confiance dans les institutions traditionnelles – y compris les médias – en tant qu'agents effectivement représentatifs de la société, capables de répondre de façon juste aux demandes de différents groupes sociaux. Dans un contexte marqué par des démocraties décentrées (Trejo Delarbre, 2022) et fragilisées, tous les thèmes de l'agenda public peuvent être instrumentalisés par des acteurs politiques peu attachés à la notion de démocratie elle-même, qui promeuvent l'utilisation systématique de discours anti-politique et anti-establishment pour gagner en visibilité et à des fins électorales (Palau-Sampio, Garcia et Ianelli, 2022).

L'utilisation de stratégies de communication populistes axées sur le conflit nous *versus* eux – et, dans le cas de la *far-right*, sur la désignation des adversaires comme des ennemis idéologiques – afin d'augmenter l'engagement sur les médias sociaux et de circonscrire les nuances du jeu politique dans un cadre simplificateur caractéristique des discours populistes (Engesser et al, 2016) constitue également une façon de saisir les opportunités discursives (Koopmans et Olzak, 2004) pour capitaliser sur le mécontentement social diffus et accentuer la polarisation politique.

Dans divers pays, la radicalisation des discours politiques a conduit à une délégitimation des instances traditionnelles du pouvoir, y compris des médias *mainstream*, et à l'émergence de groupes radicaux politiquement actifs, en particulier ceux orientés idéologiquement à droite, qui utilisent les médias sociaux comme des lieux de

structuration de la violence politique, en promouvant des attaques contre l'État de droit et en tendant à franchir les limites légales de manifestation de la liberté d'expression (Caetano et Mayorga, 2020).

Ces problèmes sont particulièrement aigus en Amérique latine, compte tenu des déficits démocratiques chroniques et des tendances autoritaires qui y sont visibles. Les défis en perspective pour le journalisme et l'expression publique restent nombreux, à mesure que les gouvernements intensifient leur surveillance et traquent les organisations publiant des contenus critiques, comme cela a été récemment le cas au Salvador et au Nicaragua. Bien que les plateformes numériques ouvrent des espaces aux divergences d'opinion et à la critique, les possibilités de reportage et d'expression critique ne sont pas partout les mêmes, puisque des acteurs puissants continuent à tenter de les contrôler par le biais de méthodes subtiles ou ouvertes.

En ce sens, il est important de rappeler les événements du 8 janvier 2023 à Brasilia, la capitale du Brésil, lors desquels des groupes de partisans de Jair Bolsonaro ont envahi et saccagé les bâtiments publics des plus hautes institutions de pouvoir du pays (Palais présidentiel, Congrès et Tribunal suprême fédéral), avec le soutien voilé de policiers militaires, une semaine après l'investiture du président élu Luiz Inácio Lula da Silva pour un troisième mandat.

Dans le cas brésilien, l'action violente de ces groupes de partisans n'a pas visé uniquement les institutions qui composent l'État, mais a aussi pris pour cible privilégiée des journalistes de médias qui ne suivaient pas la ligne du gouvernement sortant de Jair Bolsonaro. Ce gouvernement avait été marqué par des attaques visant des journalistes professionnels, en particulier des femmes reporters, ainsi que par une restriction de la liberté de la presse, dont l'ancien président était lui-même l'un des principaux promoteurs (Rapport de la Fédération nationale des journalistes - FENAJ, 2022).

Par ailleurs, l'utilisation massive de la désinformation et des théories du complot, par de hautes autorités et des partis politiques revendiquant le droit à manifester des opinions, afin de délégitimer le système électoral et le Tribunal supérieur électoral, constitue un exemple au Brésil, parmi d'autres possibles à travers le monde, du processus de disruption du fonctionnement des démocraties contemporaines, de plus en plus dépendantes des logiques algorithmiques de plateformes privées pour la construction de l'opinion publique (Bennett et Pfetsch, 2018).

Bennett et Pfetsch (2018, p. 245) attirent l'attention sur la constitution de processus de communication politique disruptifs, dans lesquels la fragmentation des sources d'information, facteur de dispersion et de relativisme dans le débat public, ainsi que la consommation sélective de l'actualité par les citoyens, l'augmentation du discrédit jeté sur les médias traditionnels, ou encore l'expansion du marché des médias alternatifs hyperpartisans qui créent des réalités politiques parallèles, sont autant de variables

complexes affectant en profondeur le fonctionnement des sociétés et du journalisme lui-même.

Devant les menaces qui pèsent sur les démocraties et face à la reconfiguration des processus de communication contemporains, cet appel à contributions a pour objet d'encourager le débat sur **la place du journalisme dans la construction d'espaces publics de résistance démocratique**. En d'autres termes, sur la manière dont le journalisme professionnel peut contribuer à combattre les nouveaux populismes autoritaires, la précarisation croissante des droits et l'utilisation de la violence politique, y compris par les gouvernements, contre la manifestation de la liberté d'expression.

À cette fin, nous invitons les chercheuses et chercheurs à soumettre des articles qui puissent alimenter le dialogue autour des questions suivantes :

- De quelle manière le journalisme peut-il se réinventer en tant qu'acteur politique favorisant l'engagement civique dans la construction collective de l'expérience démocratique ?
- Le journalisme peut-il contribuer à résoudre les problèmes posés par l'alliage de la désinformation et des mouvements antidémocratiques ?
- Comment le journalisme se positionne-t-il face à l'émergence et à la consolidation de sphères communicationnelles et médiatiques antidémocratiques, qui critiquent les médias *mainstream*, et vis-à-vis de celles défendant des intérêts publics ?
- Quels facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels expliquent ces nouvelles écologies médiatiques ?
- Dans quelle mesure les pratiques journalistiques professionnelles contribuent-elles à la promotion d'une éducation aux médias soucieuse de préserver la liberté d'expression dans les démocraties ?
- Quel rôle l'enseignement du journalisme et de la communication peut-il jouer dans la formation de professionnels engagés vis-à-vis des paramètres démocratiques de leur action ?
- Comment le journalisme peut-il incorporer de nouvelles pratiques pour être davantage en phase avec les demandes collectives en faveur de plus de démocratie au sein des frontières professionnelles qui le caractérisent ?

Les travaux de nature théorique et empirique seront acceptés s'ils s'attachent à analyser, selon différentes approches théorico-méthodologiques, les relations entre Journalisme, liberté d'expression, démocratie et résistances possibles à l'époque contemporaine.

La longueur des articles doit être comprise entre 40 000 et 55 000 caractères, espaces compris. Les textes peuvent être soumis en portugais, en espagnol, en français ou en

anglais. Les articles soumis seront évalués par les comités éditoriaux de Brazilian Journalism Research et du Journal of Latin American Communication Research, puis dirigés vers l'une ou l'autre des publications selon l'adéquation avec leur champ éditorial respectif. Si la contribution est acceptée pour publication, les auteurs des articles soumis dans une des trois premières langues devront également fournir une version anglaise.

Toutes les contributions soumises dans le cadre de cet appel spécifique devront être transmises exclusivement à travers le système électronique de Brazilian Journalism Research, disponible sur le site internet de la revue : <http://bjr.sbpjor.org.br>

Les règles de mise en forme des textes sont précisées sur le site : <https://bjr.sbpjor.org.br/bjr/about/submissions>

Pour toute question, veuillez envoyer un courriel à [bjreditor@gmail.com](mailto:bjreditor@gmail.com)

**Dates importantes pour cette édition :**

Envoi des articles : jusqu'au 31 mars 2024.

Acceptation des contributions : jusqu'au 30 août 2024.

Publication de l'édition : jusqu'au 31 décembre 2024.

**Références**

BENNET, L. et PFETSCH, B. (2018) Rethinking Political Communication in a Time of Disrupted Public Spheres. *Journal of Communication* 68(2):243-253, DOI: [10.1093/joc/jqx017](https://doi.org/10.1093/joc/jqx017) Visité le 05/03/2022

CAETANO, G. & MAYORGA, F. (2020). *Giros políticos y desafíos democráticos en América Latina: Enfoques de casos nacionales y perspectivas de análisis*. Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, CLACSO. <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/qt/20200409013440/Giros-politicos-y-transformaciones-democraticas.pdf>

ENGESSER, S., ERNST, N., ESSER, F., & BUCHEL, F. (2016). Populism and social media: how politicians spread a fragmented ideology. *Information, Communication & Society*, 20(8), 1109–1126. <https://doi.org/10.1080/1369118x.2016.1207697>

FEDERAÇÃO NACIONAL DOS JORNALISTAS (2022). *Relatório Violência contra Jornalistas e Liberdade de Imprensa no Brasil*. Disponible sur le lien : [FENAJ - Relatório 2022](#) Visité le 05/03/2022.

KOOPMANS, R. OLZAK, S. (2004), "Discursive opportunities and the evolution of right-wing violence in Germany". *American Journal of Sociology*, vol. 110, no 1, pp. 198-230.

PALAU-SAMPIO, D., LOPEZ GARCIA, G., & IANELLI, L. (Ed.). (2022). *Contemporary Politics, Communication, and the Impact on Democracy*. IGI Global. <https://doi.org/10.4018/978-1-7998-8057-8>

TREJO DELARBRE, R. (2022). *Adiós a los medios: La era de la comunicación descentrada*. Ediciones Cal y Arena.